

L’Afrique peut-elle devenir un pôle manufacturier ?

Une comparaison des coûts du travail

(Document de travail 466 – Octobre 2017)

Le présent papier est une synthèse en français du rapport du Centre for Global Development (Washington D.C) en langue anglaise intitulé « Can Africa be a Manufacturing Destination? Labor Costs in Comparative Perspective » (Working Paper 466 – October 2017). Cette synthèse a été rédigée par l’Observatoire Europe-Afrique 2020 en novembre 2017.

Objectif

La question centrale traitée dans le rapport de CGD est de savoir si certains pays africains sont capables de développer des activités manufacturières à une échelle significative.

Sur la base d’un panel constitué à partir des « Enterprise Surveys » de la Banque Mondiale, le rapport analyse et compare les coûts du travail dans une série de pays à revenus faibles et moyens, en Afrique et dans le reste du monde.

La localisation des industries manufacturières dans un pays donné dépend de nombreux facteurs, incluant la situation géographique, la qualité des transports, la capacité d’intégration dans des chaînes logistiques internationales, la taille du marché domestique, le potentiel d’agglomération des activités, les niveaux de qualification des employés et du personnel d’encadrement, la qualité de l’environnement politique ainsi que, plus récemment, l’accessibilité aux TIC. Sur l’ensemble de ces critères, les pays africains apparaissent sous performants.

Le processus qui conduit à l’industrialisation d’un pays donné passe généralement par le développement des secteurs à forte intensité de travail. On peut donc penser que le secteur manufacturier africain se développera à la condition que les coûts du travail soient compétitifs. La question est de savoir si c’est le cas, et dans l’affirmative si ces coûts sont suffisamment bas pour compenser d’éventuels facteurs défavorables.

Méthodologie

Le coût du travail ne peut toutefois pas être considéré isolément comme le seul déterminant de la compétitivité d’un pays donné. Par exemple, la Suisse se situe dans le haut du palmarès du « Global Competitiveness Index (GCI) » du Forum Economique Mondial, malgré des coûts du travail très élevés. Cela ne l’empêche pas d’avoir un important secteur manufacturier grâce à son environnement politique stable, une forte capitalisation d’expérience aux plans humain, institutionnel et dans le domaine de la gouvernance, des infrastructures financières très développées etc.... Certains de ces critères sont difficiles à mesurer et encore plus difficiles à combiner dans une seule « note ». Toutefois, beaucoup d’entre eux étant fortement corrélés au PIB par habitant, une option méthodologique consiste à utiliser la variable PIB/habitant comme un indicateur représentatif (proxy variable »). Ainsi, la comparaison du coût du travail rapportée au PIB par habitant peut être considérée comme un bon révélateur de la capacité

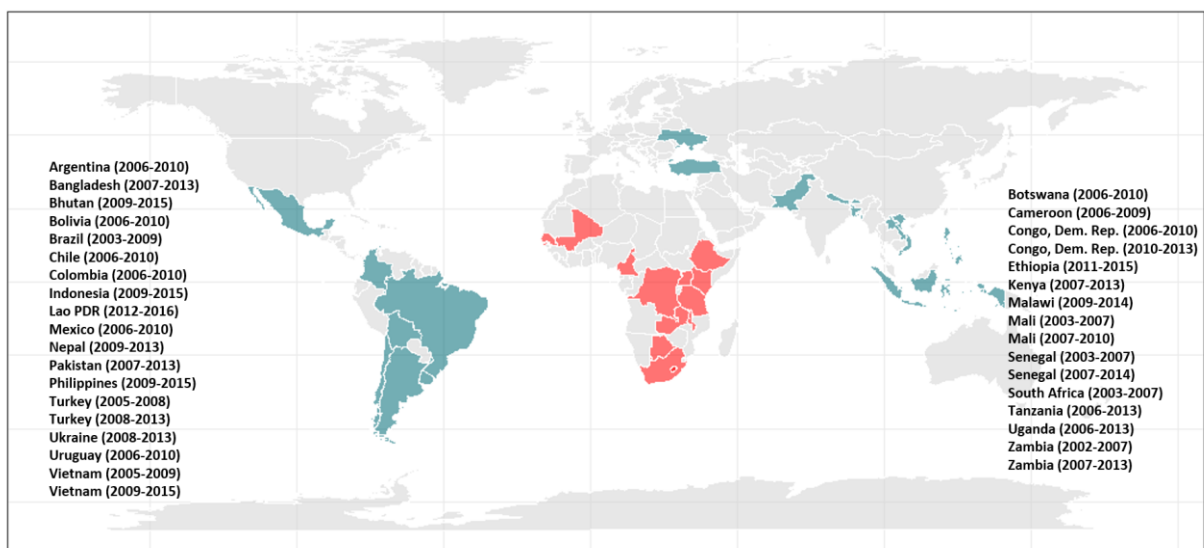
d'un pays à exploiter ses faibles coûts de main-d'œuvre, compte tenu de son niveau global de développement par rapport aux pays concurrents.

L'hétérogénéité des pays africains a été prise en compte dans l'étude en distinguant trois groupes de pays : les pays à revenus moyens (principalement l'Afrique du sud et le Botswana), les pays à bas revenus (la plupart des autres pays) et les pays tels que l'Éthiopie et la RDC qui sont considérés à part du fait de leur extrême pauvreté.

Les données d'entreprises utilisées portent sur le secteur manufacturier exclusivement. Seules les entreprises de plus de 5 employés ont été incluses dans l'échantillon. L'échantillon étudié comprend 5467 entreprises, dont 1181 sont africaines et 3876 sont situées dans des pays comparateurs.

Comme indiqué sur la carte ci-après, l'échantillon final porte sur 17 pays comparateurs (hors Afrique) et sur 12 pays africains.

Pays inclus dans l'étude



Le coût du travail est défini comme la somme des salaires annuels et des avantages fournis aux employés pour couvrir les frais de nourriture, de transport, de santé (sécurité sociale), et de couverture chômage. Les coûts sont convertis en USD constants de l'année 2010.

Le tableau ci-dessous compare les principales caractéristiques des entreprises africaines et celles des pays comparateurs. Les principales différences se situent au niveau de la participation étrangère dans les entreprises (beaucoup plus élevée en Afrique) ainsi que des revenus et de la valeur ajoutée par employé, beaucoup plus faibles en Afrique.

Table 2: Descriptive statistics

	Africa	Comparators
Age	14	19
Share of firms with foreign ownership \geq 50 percent	0.17	0.09
Number of employees	38	47
Ratio of skilled to unskilled production workers	1.07	1
Sales per worker (2010 USD, constant)	\$15,615.51	\$22,334.94
Value Added per worker (2010 USD, constant)	\$5,202.67	\$11,371.83
Observations	2362	7752
Note: All values are medians except share of foreign ownership		
Note: Values for value added per worker are not available for the entire sample. The median is representative of a smaller sample.		

Table 3: Comparing countries

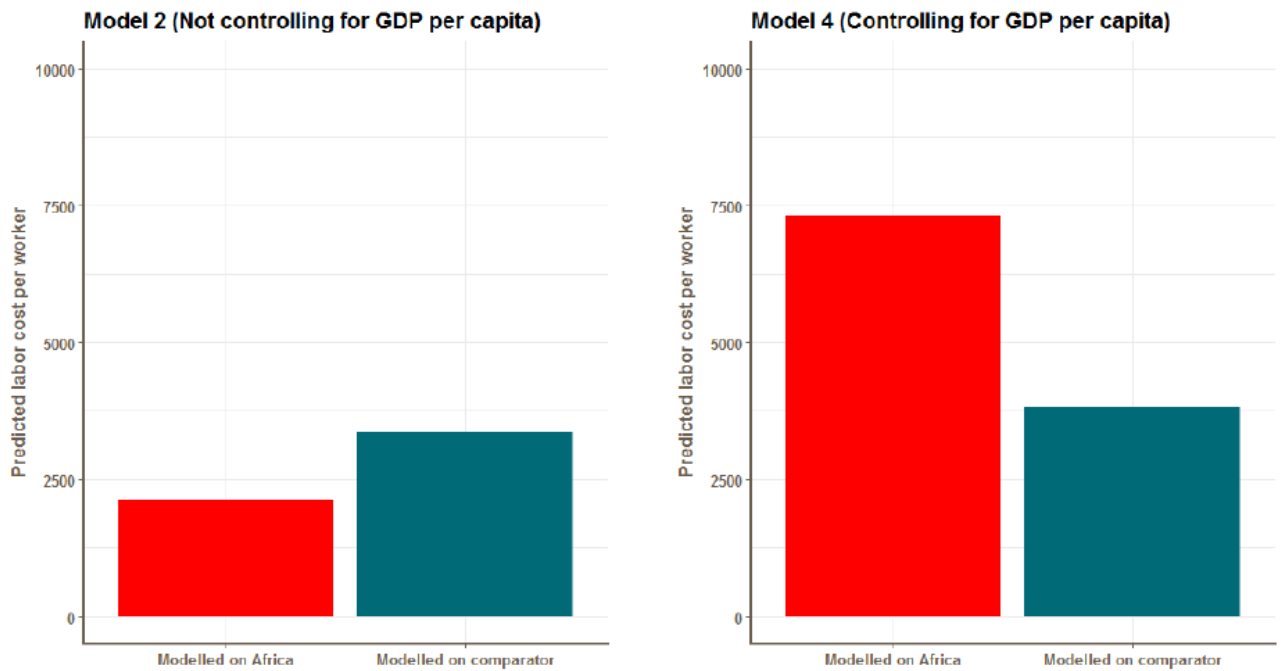
	Labor cost per worker	Capital cost per worker	GDP per capita	WEF competi- tiveness rankings
Bangladesh	\$835.31	\$1,069.84	\$853.02	106
Kenya	\$2,118.01	\$9,775.45	\$1,116.69	96
Tanzania	\$1,776.65	\$5,740.99	\$1,094.95	116
Senegal	\$1,561.64	\$2,421.98	\$775.45	112
Ethiopia	\$909.28	\$6,137.98	\$471.19	109

Résultats des régressions réalisées avec un modèle à effets fixes

Ces résultats sont présentés dans les deux graphiques ci-après. Ils montrent que le coût moyen du travail par employé est environ 50% moins élevé dans les entreprises africaines que dans les entreprises des pays comparateurs.

Toutefois, si on utilise le modèle consistant à appliquer un coefficient correcteur pour tenir compte du PIB par habitant, on constate que le résultat s'inverse et que le coût moyen par employé devient 190% plus élevé dans les entreprises africaines que dans les entreprises des pays comparateurs.

Figure 5: Predicted labor cost per worker (Full sample)



En outre, le modèle montre que si les entreprises africaines étudiées étaient localisées hors d'Afrique, leur coût du travail aurait été de seulement un tiers du coût observé en Afrique.

Inversement, en appliquant les coefficients correcteurs des pays africains aux entreprises asiatiques, les coûts du travail des entreprises des pays comparateurs sont 1,9 fois plus élevés que ceux que l'on observe réellement.

Enfin, si une entreprise africaine est détenue majoritairement par des capitaux étrangers, le coût du travail par employé est de 32,7% plus élevé que pour une entreprise à capitaux nationaux.

Figure 6: Predicted labor cost per worker (Africa sample)

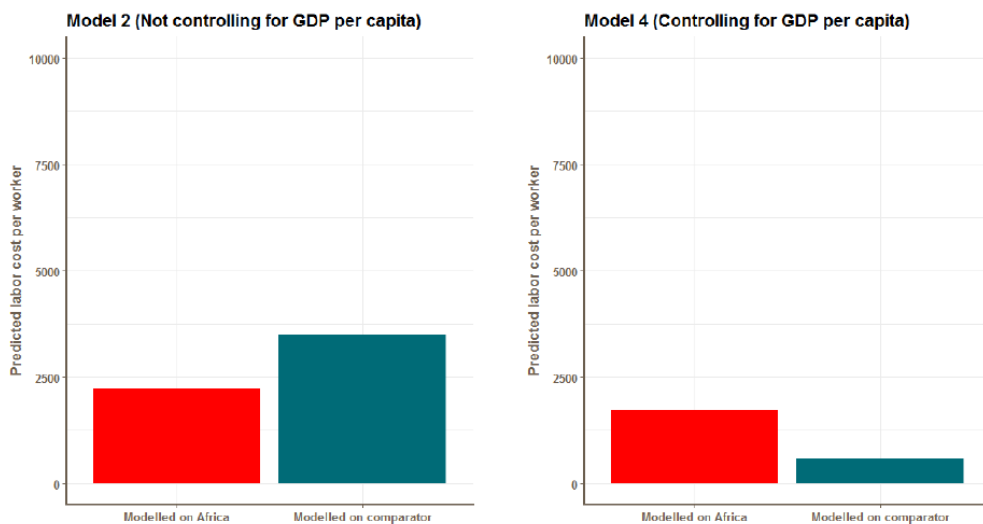
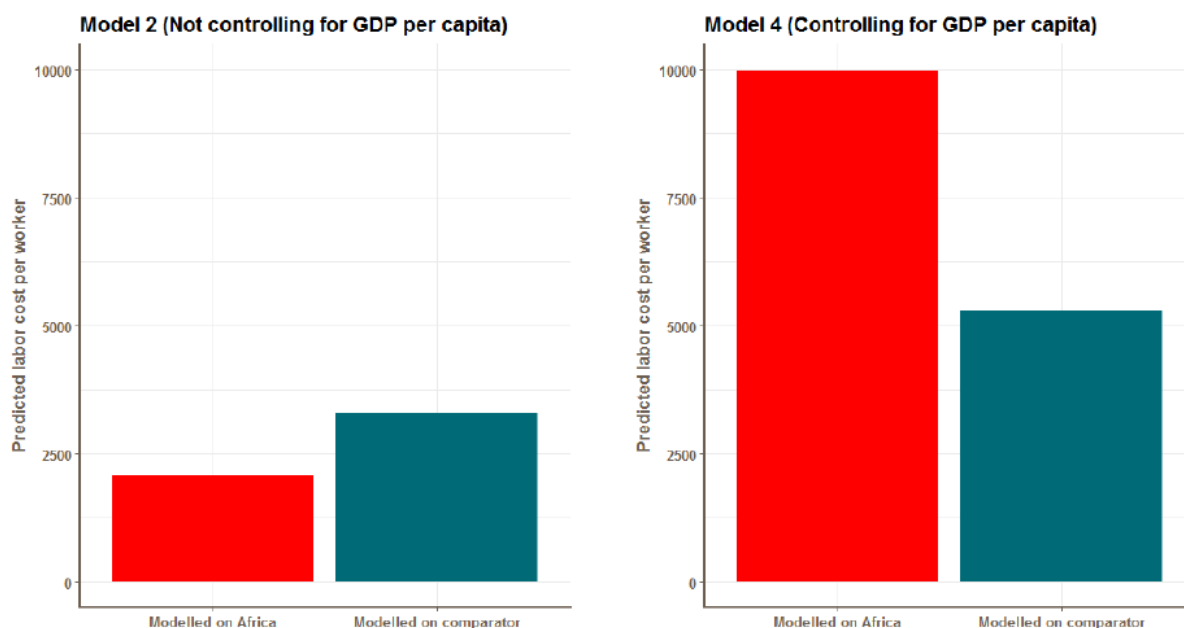


Figure 7: Predicted labor cost per worker (Comparator sample)



Résultats des régressions réalisées avec un modèle à effets aléatoires

L'utilisation d'un modèle à effets aléatoires conduit aux mêmes résultats que le modèle basé sur des régressions à effets fixes : Hors correction par le PIB/habitant, le coût du travail par employé en Afrique est inférieur à celui des pays comparateurs. Par contre, après application du facteur correcteur, ils deviennent plus élevés.

L'Ethiopie peut-elle devenir une nouvelle Chine ?

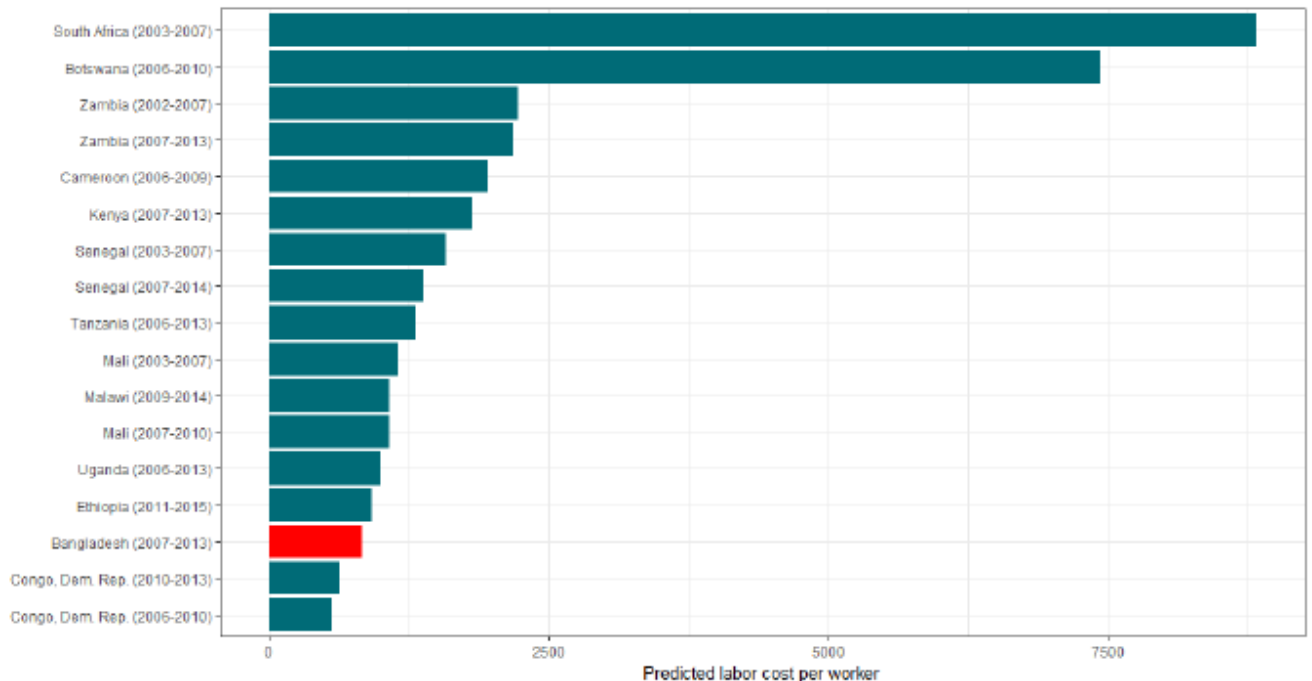
L'Ethiopie constitue un cas spécifique. Bien que géographiquement enclavé, ce pays a réussi à réduire ses contraintes logistiques grâce à des connexions routières et ferroviaires efficaces. Il bénéficie en outre d'une administration stable, qui considère les activités manufacturières comme un élément clé de la stratégie de croissance du pays. Il bénéficie également de faibles coûts de main d'oeuvre. Le niveau global des prix à parité de pouvoir d'achat est inférieur à celui de l'Inde et comparable à celui du Bangladesh. D'autre part, l'enquête « entreprises » de la Banque Mondiale a mis en évidence que le coût du travail et le classement « WEF Global Competitiveness » sont similaires dans ces trois pays, et que les revenus sont beaucoup plus faibles en Ethiopie.

Pendant plusieurs décennies, la Chine, l'Inde et plus récemment le Bangladesh ont attiré l'essentiel des activités de fabrication à bas coûts. Toutefois, la situation est en train d'évoluer : les coûts du travail dans ces pays ont tendance à augmenter plus rapidement que la productivité et les cours des monnaies de ces pays sont en hausse. Récemment, le fabricant chinois de chaussures Huajian International a reçu des plaintes de ses employés travaillant

dans les usines chinoises en vue d'obtenir des horaires moins contraignants et d'être mieux payés. En outre, les jeunes chinois, mieux formés et moins nombreux du fait de la politique de l'enfant unique, préfèrent se tourner vers le secteur des services plutôt que vers le secteur manufacturier.

De ce fait, les grands fabricants internationaux ont commencé à prospecter des opportunités pour fabriquer hors d'Asie.

**Figure 8: Prédiction de coût du travail moyen par employé
(avec les coefficients du modèle à effets aléatoires)**



La Banque Mondiale a réalisé une enquête complémentaire parmi les employés d'une usine éthiopienne de production de vêtements, où les employés sont très majoritairement des femmes. Toutes savent écrire et ont acquis au moins une formation primaire. Pour beaucoup d'entre elles, c'est leur premier emploi. Les salaires sont uniformément bas, en moyenne autour de 2USD/jour. Après déduction du coût du logement, ils tombent à un peu plus de 1USD/jour. A ce niveau de rémunération, le coût du travail en Ethiopie serait d'environ 25% de celui de la Chine. Malgré ces rémunérations très faibles, aucun signe ne démontre de tension sur le marché de l'emploi, tellement le besoin d'emplois est important au niveau national.

Par ailleurs, une enquête récente de McKinsey auprès de responsables « achats » de grands fabricants d'habillement abordait la question suivante : « Quels pays rempliront les meilleures conditions dans les 5 années à venir pour développer des activités manufacturières ? ». Les résultats de cette enquête montrent que le Bangladesh prend progressivement la place de la Chine en tant que premier choix de destination. En outre, pour la première fois, les responsables interrogés ont également manifesté un intérêt pour les pays africains. L'Ethiopie se classe au 7è rang, suivie par l'Egypte et la Tunisie.

Il semble que l'une des raisons de ce besoin de diversifier les pays de fabrication en recherchant hors d'Asie soit dû à l'image négative des pays asiatiques en termes de conditions de travail. Certains responsables expliquent que, bien qu'elles ne soient pas idéales, les conditions de travail des employés en Ethiopie sont meilleures qu'au Bangladesh ou au Cambodge. En outre, l'Ethiopie est beaucoup mieux notée que le Mexique et la Malaisie dans le classement du « International Trade Union Global Rights Index ».

Si l'Ethiopie parvient à promouvoir ses atouts dans ces différents domaines, elle pourrait émerger à terme comme la « Chine de l'Afrique ».

Conclusion : Le secteur manufacturier pourrait-il jouer un rôle décisif dans le développement de l'Afrique ?

Les résultats de cette étude suggèrent que quel que soit le niveau du PIB du pays considéré, le coût du travail dans les entreprises situées dans les pays d'Afrique subsaharienne est moins élevé en valeur absolue que dans les pays comparateurs, mais plus élevé lorsqu'on corrige les coûts par le facteur « PIB par habitant ».

Toutefois, un nombre restreint de pays africains pourrait réunir les conditions pour développer des pôles manufacturiers compétitifs, en particulier l'Ethiopie où les revenus individuels sont tellement faibles qu'il n'est guère possible de comparer avec d'autres pays.

Il serait utile d'approfondir les déterminants de l'investissement industriel dans les pays africains les plus pauvres, où une politique industrielle appropriée pourrait permettre de « libérer » le potentiel de développement manufacturier et conduire à une industrialisation rapide.